

LEUR LIBERTÉ ET LA NÔTRE...

Rien n'a pu arrêter les criminels.

Le pacte commercial conclu entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne, et qui n'était que le prélude à une collaboration plus étroite entre les deux dictatures; la signature du pacte de «*non-agression*», document diplomatique qui faisait, depuis des mois, l'objet des tractations secrètes entre les diplomates russes et allemands; l'arrivée à Moscou de M. von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères du Reich (contre lequel les communistes français déclenchèrent une grève lorsqu'il vint en France en décembre 1938), alors que se poursuivaient dans la capitale soviétique les contacts entre les états-majors russe, français et anglais si violemment réclamés par les agents parisiens de Staline; l'interruption des pourparlers par M. Molotov lui-même qui les considéra alors «*sans objet*», tout cela n'a pas convaincu les chefs bolchevistes de France, attachés au maître du Kremlin par on ne sait quels liens mystérieux.

Nous sommes en guerre. Et l'on comprend mieux maintenant ce que Moscou entendait par l'indépendance des pays baltes, par l'indépendance de la Pologne. On comprend mieux, parce que hier nous ne parlions pas le même langage et que, sur les lèvres de Staline, «*indépendance*» voulait dire «*asservissement*». Car la dernière page du drame n'est pas encore écrite, et, si les événements lui étaient favorables, Staline n'hésiterait pas à faire subir à la Suède et à la Norvège le sort qu'il entendait réserver à l'héroïque Finlande.

Les travailleurs français se sont, eux, dans l'ensemble, désolidarisés brutalement des hommes qui les ont trahis. Mais M. Molotov parle et il faut lui répondre.

C'est, en vérité, avec indifférence que l'on accueille dans les milieux ouvriers les discours de M. Molotov, et nul n'est surpris du machiavélisme avec lequel le complice de M. von Ribbentrop entend faire peser sur les puissances démocratiques la responsabilité du déclenchement de la guerre, et aussi sa poursuite.

Nous avons compris.

L'on ne peut, toutefois, se garder d'esquisser un sourire de mépris devant l'impudence du commissaire du peuple aux Affaires étrangères de l'U.R.S.S., lorsqu'il se permet de donner des conseils à la classe ouvrière mondiale et quand il s'indigne de ce qu'il considère comme une entrave à la liberté dans les puissances démocratiques. Que le chef des traîtres ose encore, du haut de la tribune du Kremlin, parler au nom de la classe ouvrière mondiale, cela dépasse quand même la mesure.

Cependant, en France, certains éléments n'appartenant pas spécialement au monde du travail, persistent à croire que l'édifice hitléro-stalinien est un château de cartes monté sur des sables mouvants et que, grâce à l'appétit éveillé par ses conquêtes faciles, tôt ou tard le panslavisme se dressera irréductiblement devant les ambitions impérialistes du germanisme et qu'il en résultera un conflit entre les deux alliés occasionnels.

C'est bien possible. Après tout, l'erreur la plus grave d'un grand nombre de politiciens français lui d'avoir pensé que l'on pouvait composer avec le bolchevisme et accorder quelque crédit à ses représentants. En ce qui nous concerne personnellement, nous n'avons jamais été trompé par les apparences et, depuis vingt ans, nous ne cessons de répéter que l'U.R.S.S. fait une politique essentiellement russe, - son internationalisme n'étant qu'un drapeau destiné à masquer son impérialisme slave, - et que les chefs de sa politique sont toujours prêts à trahir leurs alliés lorsqu'ils le jugent opportun.

Le bolchevisme n'a pas de concepts moraux. Il n'a que des concepts utilitaires: la moralité lui semble un préjugé. Bien qu'inspiré de principes marxistes, il n'a conservé du socialisme international de la période héroïque que son verbalisme révolutionnaire, et il y a bien longtemps que les chefs communistes russes se sont virtuellement séparés du maître Karl Marx. Même lorsqu'ils prêchent la révolution, - et nous l'avons démontré, - leur souci n'est pas l'amélioration du sort de la classe ouvrière, mais de la tromper pour la mieux exploiter, afin d'obtenir son concours et sa complicité ignorante pour la réalisation d'un programme bonapar-

tiste destiné à éloigner les dangers engendrés, à l'intérieur de la Russie, par un régime arbitraire et inhumain qu'ils ont qualifié de «*dictature du prolétariat*».

Il ne serait donc pas surprenant que Hitler ou ses successeurs soient, un jour ou l'autre, victimes de leur collusion avec le bolchevisme et que, après avoir imposé leur guerre aux démocraties, ils aient à se défendre contre l'ours moscovite.

Il est même probable qu'il en sera ainsi. Mais en quoi cela change-t-il la face du problème?

Il est dangereux de tirer une traite sur l'avenir quand on ignore à quelle échéance elle est susceptible d'être escomptée. Quelles que puissent être les relations futures de l'Allemagne et de la Russie, le présent nous engage à ne pas trop espérer une rupture rapide et brutale de l'amitié hitléro-stalinienne «*cimentée dans le sang*». Si celle-ci doit se produire, il sera toujours temps d'en considérer les effets.

Nous ne nous berçons pas d'illusions et nous avons pour habitude d'analyser les faits à la lueur des événements. Nous ne comprenons donc pas l'émotion que soulèvent les discours des dirigeants bolchevistes, surtout lorsqu'ils attaquent, malgré leur alliance, le régime hitlérien. Il faut tout de même bien, ne serait-ce que pour les communistes des pays encore neutres, sauver la face. Un point seulement attire notre attention, en tant que militant ouvrier, dans l'un des discours prononcés par M. Molotov. Et puisque M. Hitler utilise ses avions pour nous faire connaître la pensée du ministre soviétique, notre devoir est de l'approfondir.

M. Molotov affirme que «*le sort de la Pologne étant définitivement réglé, les démocraties n'ont plus aucune raison de poursuivre la guerre, d'autant plus que les libertés qu'elles invoquent sont singulièrement compromises du fait de la répression contre les militants bolchevistes de la C.G.T.*».

Il serait facile aux représentants qualifiés des démocraties de répondre à M. Molotov que c'est lui et ses agents qui leur ont demandé de garantir la Pologne, qu'ils l'ont fait de bonne grâce, et que maintenant ils respectent la parole donnée.

Il serait facile aux démocraties de rappeler à M. Molotov la lettre que M. Georges Dimitrov, son complice, adressait le 30 juin 1939 au grand écrivain danois Andersen-Nexoe, à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire, et dans laquelle il lui disait que «*l'esprit de résistance encourage le peuple danois et les peuples de TOUS LES PAYS SCANDINAVES à demeurer fermes dans leur lutte en vue de préserver leur indépendance nationale, leurs droits démocratiques et leur culture populaire*».

Il leur serait facile de demander à M. Molotov pourquoi, alors, il a envahi la Finlande, annexé les pays baltes et pourquoi il menace la Suède et la Norvège.

Mais M. Molotov ne s'adresse pas aux représentants officiels des démocraties; par le chemin des écoliers il s'adresse directement aux travailleurs du monde. S'il espère encore les convaincre, il se trompe profondément.

M. Molotov a une conception particulière de la liberté. C'est son droit. Cependant, si la grande majorité des militants ouvriers, approuvés par la totalité de la classe ouvrière syndiquée, ont condamné le pacte germano-soviétique, et s'ils ne sont nullement troublés dans leur conscience par les critiques de M. Molotov relatives à l'arrestation de ses agents, c'est que l'incarcération des bolchevistes français qui se sont associés à la trahison ne constitue pas, en la circonstance, ce que nous sommes convenus d'appeler une entrave à la liberté. Les militants syndicalistes français ont toujours défendu, au sein de leurs organisations, avec générosité et abnégation, ceux des leurs qui étaient poursuivis pour leurs opinions politiques, quelles qu'elles soient, et aussi subversives qu'elles pouvaient paraître au regard de la loi.

Mais ils n'ont jamais considéré l'espionnage et la trahison comme des opinions politiques, et se sont toujours écartés de ceux qui se livraient à de telles opérations.

Non, pour nous, militants de la classe ouvrière, la liberté ne peut pas consister à sanctionner des actes vils et bas d'agents serviles au service d'une puissance étrangère, fût-elle la Russie. Et encore moins lorsque cette soi-disant patrie des travailleurs s'associe à celui qu'elle dénonçait hier encore comme le pire ennemi des classes laborieuses: Hitler.

Nous avons, nous, une autre conception de la liberté, et cette guerre a un but si elle doit nous épargner le régime d'esclavage imposé aux populations de toutes les Russies.

La liberté, c'est bien peu de chose lorsqu'on la possède; c'est une richesse inestimable lorsqu'on l'a perdue.

La liberté, c'est le droit, Monsieur Molotov, d'aller d'un point à un autre du territoire que l'on habite, de Paris à Lyon par exemple, sans passeport et sans être soumis au contrôle d'un Guépéou quelconque.

La liberté, c'est la possibilité pour le travailleur qui, un soir, s'est attardé chez des amis, de louer une chambre dans un hôtel pour y passer la nuit - ou même de rester simplement chez ses hôtes - sans autorisation de la police.

La liberté, c'est la faculté pour un ouvrier de changer de patron, de quitter une usine ou un atelier sans encourir les rigueurs de la loi et sans être menacé de crever de faim par le retrait de la carte de travail.

La liberté, elle consiste à pouvoir prendre ses vacances où l'on veut: à Nice, à Biarritz, à Dinard, dans la plaine ou à la montagne, dans une quelconque bourgade, en même temps que sa femme et que ses enfants, et non pas dans un lieu et une caserne déterminés par les dirigeants du syndicat, auquel on est affilié de force, ou par les délégués d'usine, délégués bolchevistes, naturellement, qui espionnent votre activité même durant vos loisirs.

La liberté, c'est le droit de critiquer la politique de M. Bonnet ou de M. Blum sans craindre six balles de browning dans la nuque. C'est le droit de parler à une tribune qui n'est pas officielle, d'exprimer une pensée dans un journal, de placarder une affiche sur un mur, d'avoir une opinion autre que celle du gouvernement. C'est enfin la possibilité d'affirmer notre désir d'édifier un socialisme qui ne soit pas, comme le vôtre, dispensateur d'oppression, de cruauté et de misère, mais d'égalité, de fraternité et de bonheur.

Conception petite bourgeoise? Sans doute! Mais ce sont ces petits riens qui font la grandeur des démocraties, aussi imparfaites soient-elles.

Et nous avons tellement raison, Monsieur Molotov, que vous craignez la comparaison. Et c'est tellement vrai que vous interdisez à vos travailleurs de franchir vos frontières pour se rendre dans nos «*soi-disant démocraties*». Vous avez peur que, au contact de nos faibles libertés, ils ne prennent conscience de leur infériorité sociale, politique, économique, qu'ils ne se révoltent et ne vous écrasent sous le poids de vos erreurs, de vos mensonges et de vos crimes.

Un monde nouveau va s'échafauder après la tourmente. Nous en serons les artisans, car, pour nous, il s'agit moins de détruire que de consolider les bases sur lesquelles nous construirons la véritable démocratie.

Nous la construirons malgré vous. Et vous êtes les coupables si nous sommes obligés de l'édifier sur des amas de ruines et de la «*cimenter*» avec les larmes et le «*sang*» des travailleurs.

Paris, décembre 1939.

Jules CHAZOFF.
